

rapport annuel



2010



TerrAfrica Secretariat

Nouveau Partenariat pour
le Développement de l'Afrique (NEPAD)
P.O. Box 1234 Halfway House
Midrand 1685 South Africa
www.nepad.org
Téléphone +27 11 256 3600

© 2010 TerrAfrica Secretariat

New Partnership for Africa's Development (NEPAD)

P.O. Box 1234 Halfway House

Midrand 1685 South Africa

www.nepad.org

Telephone +27 11 256 3600

Tous droits réservés.

La plateforme de partenariat TerrAfrica a été lancée en novembre 2005 pour intensifier l'appui aux approches de gestion durable des terres et aux investissements en Afrique subsaharienne. Grâce à elle, les pays africains, les partenaires au développement, la société civile et la communauté des chercheurs œuvrent de concert pour promouvoir la gestion durable des terres. Ces efforts s'inscrivent dans le sillage de la mise en œuvre des objectifs de la Convention des Nations Unies relative à la lutte contre la désertification, du Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique et du Plan d'action pour l'environnement du NEPAD.

Ce rapport est produit par le Secrétariat de TerrAfrica. Bien qu'il ait été examiné par le Comité exécutif de TerrAfrica avant sa publication, les opinions et conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'ensemble des partenaires de TerrAfrica..

Conception: B. Nsabua

Editorial: R. Makunike and S. Danyo

Sigles & acronymes

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
AgDPL	Politique de prêt pour le développement agricole
UA	Union Africaine
CUA	Commission de l'Union Africaine
PDDAA	Plan détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique
CAS	Stratégie d'aide pays
CBA	Analyse coût-avantages
CBO	Organisation à base communautaire
CEA	Analyse environnementale pays
CKS	Community Knowledge Service
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CSO	Civil Society Organizations
CRIC	Committee for the Review of the Implementation of the Convention
CST	Country Support Tool
CSIF	Country SLM Investment Framework
EAP	NEPAD's Environment Action Plan for the Environment Initiative
ECOWAS	Economic Community of West African States
EC	European Commission
EcoAg	EcoAgriculture Partners
ENRM	Environment and Natural Resource Management Group
FABS	Food and Agriculture Budget Support
FAO	Food and Agriculture Organization
FASDEP	Food and Agriculture Sector Development Policy
FMAWR	Federal Ministry of Agriculture and Water Resources (Nigeria)
GEF	Global Environment Facility
GDC	German Development Cooperation
GM	Global Mechanism
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (German Technical Cooperation)
Ha	Hectare
IDA	International Development Association
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IGAD	Inter Governmental Authority on Development
IUCN	International Union for Conservation of Nature
KENVO	Kijabe Environmental Volunteers
KM	Knowledge Management
M&E	Monitoring and Evaluation
MoU	Memorandum of Understanding
NAP	UNCCD National Action Programme
NAPA	UNFCCC National Adaptation Programme of Action
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
NPCA	NEPAD Planning and Coordination Agency
NREGP	Natural Resource and Environmental Governance Program
NGOs	Non-Governmental Organizations
NORAD	Norwegian Agency for Development Cooperation
RECs	Regional Economic Communities
RIOD I	International NGO Network on Desertification and Drought
PASDEP	Ethiopia's Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty
PER	Public Expenditure Review
SADC	Southern African Development Community
SIP	Strategic Investment Program for Sustainable Land Management in Sub-Saharan Africa
SDPRP	Ethiopia's Sustainable Development and Poverty Reduction Program
SSA	Sub-Saharan Africa
TAEC	TerrAfrica Executive Committee
TLF	TerrAfrica Leveraging Fund
UNCCD	UN Convention to Combat Desertification
UNDP	United Nations Development Programme
UNEP	United Nations Environment Programme
UNFCCC	UN Framework Convention on Climate Change
WB	World Bank
WFP	World Food Program

Table des matières

Remerciements	II
L'année en bref	III
Résumé analytique	V
1. Le défi de la dégradation des sols et l'Afrique	1
2. La gestion durable des terres et l'Afrique	1
Le changement climatique et la gestion durable des terres – Quel rapport ?	2
3. La réponse de TerrAfrica	4
4. Actions des pays partenaires en 2010	4
5. Progrès dans les diverses branches d'activité en 2010	9
5.1 Renforcement des coalitions et plaidoyer	10
Bref rappel des résultats intermédiaires	10
5.2 Renforcement des connaissances pour la GDT	11
5.3 Investissement au niveau des pays	11
6. Défis et perspectives	13
Annexes	
Annexe 1: Etat du SIP en décembre 2010	A1
Annexe 2: Produits de connaissances disponibles en décembre 2010	A3
Annexe 3: Coordonnées des membres du Comité exécutif et des partenaires de TerrAfrica	A5
Annexe 4: Contacts dans les pays	A7

Remerciements



L'année 2010 a été grâce aux efforts conjoints et à l'engagement inlassable de l'ensemble des acteurs, une année réussie dans l'histoire du partenariat. Le soutien de l'ensemble des partenaires a été essentiel pour le progrès dans l'œuvre du partenariat et pour faire de la Gestion durable des terres (GDT) une question majeure dans le développement de l'Afrique. Le Secrétariat souhaite adresser des remerciements particuliers à la quarantaine de pays africains qui font avancer TerrAfrica et la GDT en leur sein. Sans leur vision et leur appui, les progrès réalisés auraient été impossibles. A travers leur engagement et leurs efforts inlassables, si essentiels pour la réussite de la plateforme, les membres du Comité exécutif de TerrAfrica ont fait la preuve de leur sens du leadership et de leur clairvoyance dans la mise en œuvre du programme conjoint du partenariat.

Pays et organisations membres du Comité exécutif de TerrAfrica en 2010

Pays membres (composition tournante)

Ethiopie
Ghana
Niger
Ouganda

Civil Society Members

Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) of Burkina Faso
Suswatch Kenya

Organisations Régionales et Internationales

Banque Africaine de Développement

Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Common Market for East and Southern Africa (COMESA)

Commission européenne (CE)

Food and Agriculture Organization (FAO)

Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies relative à la lutte contre la désertification (UNCCD)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Secrétariat de la Convention des Nations Unies relative à la lutte contre la désertification (UNCCD)

Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

Banque Mondiale

L'année en bref

L'année a été positive pour TerrAfrica. Des progrès ont été réalisés sur divers fronts. La gestion durable des terres (GDT) a pris racine dans la région et dans tous les secteurs. Les projets développés dans le cadre du portefeuille initial d'investissement de TerrAfrica ont commencé à donner des résultats. La plateforme va devoir se préparer à assurer le suivi de ces progrès et à diffuser les leçons à en tirer pour faciliter le passage à plus grande échelle et la reproduction grâce à combinaison de financements provenant de divers partenaires et des budgets nationaux des pays concernés. TerrAfrica doit se préparer à améliorer l'efficacité de sa communication autour de ces résultats et à démontrer les impacts spécifiques de la prise de décision GDT. Le changement climatique continue d'être un défi sans cesse renouvelé. TerrAfrica doit donc être en mesure de fournir l'appui requis aux membres de la plateforme, en particulier les 20 pays d'Afrique subsaharienne participants, dans l'identification et la mise en œuvre d'interventions efficaces destinées à renforcer la résilience et à atténuer cette menace mondiale. Les capacités du NEPAD et d'autres organisations régionales doivent être renforcées afin de leur permettre de mieux prêter assistance à la plateforme, assurer la cohésion du partenariat, organiser le débat et l'apprentissage et constituer le canal de la diffusion des connaissances. La mobilisation de l'investissement financier dans la GDT doit être permanente aux niveaux national, régional et international pour que les ressources nécessaires au traitement du problème de la dégradation des terres et du changement climatique soient disponibles.



Résumé analytique

L'année 2010 sera la cinquième depuis que les partenaires au sein de TerrAfrica travaillent à "accroître l'appui aux approches de gestion durable des terres (GDT) et à l'investissement en Afrique subsaharienne à travers la création d'un environnement favorable à l'intégration et au financement de stratégies de GDT efficaces déterminées au niveau national".

L'année a été positive pour TerrAfrica. Des progrès ont été réalisés sur de nombreux fronts et la GDT a pris racine à travers la région. TerrAfrica a poursuivi son expansion et consolidé l'exercice des pratiques de GDT en Afrique subsaharienne. Des progrès substantiels ont été réalisés au niveau national et régional dans les trois principales branches d'activité de TerrAfrica : (1) renforcer les coalitions autour de la GDT, (2) renforcer les connaissances autour de la GDT et (3) promouvoir l'investissement par les pays concernés.

Les donateurs, les organisations régionales, la société civile, les chercheurs et les 21 pays d'Afrique subsaharienne participants ont continué à faire de la plateforme le centre de la coordination de leurs efforts, aidant ainsi à accroître l'efficacité et l'efficience des investissements dans la GDT. Le programme de partenariat régional a continué à constituer une plateforme forte pour le développement et les échanges de connaissances. Les partenaires au sein de TerrAfrica ont œuvré tout au long de l'année à mobiliser et à aligner l'investissement ainsi qu'à générer des connaissances et des outils de plus en plus efficaces pour la GDT. Le portefeuille d'investissement initial de TerrAfrica (élaboré avec des financements de l'IDA (Association internationale de développement), du FIDA (Fonds international de développement agricole, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des budgets nationaux, etc.) est en train de produire des résultats très intéressants qui sont susceptibles d'éclairer l'élaboration d'un second portefeuille, plus épais, avec un ensemble plus diversifié de financements. Individuellement, les pays progressent dans la mise en œuvre de leur portefeuille GDT avec l'appui technique de diverses organisations oijhinternationales et régionales sur la base d'un processus de programmation national clair impliquant de multiples secteurs et acteurs.

Parmi les acquis les plus significatifs de l'année, on peut relever les suivants :

- l'attrait du partenariat continue de s'exercer et un nombre croissant de pays et d'organisations se sont joints au partenariat. Aujourd'hui, 21 pays d'Afrique subsaharienne et de nombreuses organisations régionales et internationales participent activement aux initiatives que mène la plateforme en matière de protection et de développement ;
- NEPAD continued to show strong commitment to fulfilling its role in hosting the TerrAfrica Secretariat. Over the past year, substantial funding was secured from the TerrAfrica Leveraging Fund (TLF) to assist them in moving forward in building necessary capacities. This support complements a UNEP-GEF financed project that was launched in October 2010 to reinforce this effort.
- le NEPAD continue avec détermination à jouer son rôle d'hôte secrétariat de TerrAfrica. Au cours de l'année, des financements substantiels ont été obtenus auprès du Levier financier de (TLF) pour aider à la mise en place des capacités nécessaires. Cet appui vient en complément d'un projet lancé en octobre 2010 aux mêmes fins et financé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le FEM ;
- plus de vingt neuf pays et plusieurs communautés économiques régionales (CER) bénéficient aujourd'hui des investissements estampillés FEM/SIP. Le total des montants recueillis pour la programmation GDT en Afrique subsaharienne à travers ce programme parapluie se situe en 2010 au-delà de 1,25 milliards de dollars US. Le partenariat a réussi à déployer l'ensemble des projets su portefeuille qui en sont aujourd'hui à divers stades de mise en œuvre ;

- plus de douze pays ont élaboré, adopté et/ou sont entrain d'élaborer des cadres nationaux d'investissement dans la GDT. Ces cadres contiennent des activités chiffrées et des objectifs clairs pour chaque secteur concerné. Ainsi, ils guident l'investissement et améliorent la coordination et l'efficacité dans les divers secteurs. L'Éthiopie, le Mali et l'Ouganda sont très avancés dans la mise en œuvre de ces outils innovants ;
- le partenariat continue à être le vecteur de la mise en œuvre des stratégies des conventions de Rio liées à la terre, en particulier la Convention de lutte contre la désertification (UNCCD), ainsi que celui du (PD-DAA) de l'Agence du NEPAD et de son Programme d'action pour l'environnement (AEP). De nombreux pays ont lié leur programme leurs activités liés au PDDAA avec les approches GDT que promeut TerrAfrica ;
- la capacité de TerrAfrica à constituer un modèle potentiel pour l'harmonisation entre les bailleurs, le développement mené par l'Afrique elle-même, le travail multidisciplinaire et la responsabilité mutuelle a été à nouveau affirmée. La coordination formelle et informelle des activités d'investissement et l'offre d'appui technique ont progressé grâce aux dizaines de missions et de discussions coordonnées;
- plusieurs pays sont en train de bâtir et d'améliorer leur base de connaissances en développant des outils innovants tels que les systèmes nationaux d'information GDT. Ces systèmes sont conçus pour alimenter la base régionale d'informations, plus large, de TerrAfrica. Cela permet de diffuser les leçons apprises et d'améliorer la capacité des acteurs à échanger des connaissances et à construire des programmes GDT fondés sur pratiques dont l'utilité est prouvée ;
- la finalisation de "Sustainable Land Management in Practice" a été un acquis fort. Ce "livre de cuisine de la GDT" contient des recettes provenant de près de 50 cas tirés d'un grand nombre d'interventions concrètes menées partout en Afrique.

Si des progrès substantiels ont été réalisés, l'année prochaine s'annonce emplie de défis mais aussi d'opportunités pour TerrAfrica.

Le suivi et l'évaluation continuent d'être un motif de préoccupation. Le portefeuille de projets GDT s'est épaissi et commence à donner des résultats de plus en plus complexes. La plateforme TerrAfrica devra être en mesure d'assurer le suivi de ces résultats, de filtrer l'information générée par ce travail de surveillance et de diffuser les connaissances afin de faciliter le passage à grande échelle et la reproduction. L'impact cumulé de ces divers projets représente un acquis fondamental et concret en matière de GDT réalisé grâce au partenariat. Ce sont là les résultats tangibles que les acteurs africains attendent. TerrAfrica doit se préparer à accroître l'efficacité de sa communication autour de ces résultats et à faire la démonstration de l'impact de la GDT.

Le changement climatique est un problème émergent qui s'étend rapidement et menace de remettre en cause les acquis de la GDT. Si un travail considérable a été fait en 2010 pour analyser l'impact potentiel de ce changement et les vulnérabilités qu'il occasionne, TerrAfrica doit être en mesure d'assister les membres de la plateforme dans l'identification et la mise en œuvre d'intervention efficaces destinées à bâtir la résilience et à atténuer cette menace mondiale.

Les capacités du NEPAD et des autres organisations régionales doivent être renforcées afin qu'ils continuent à s'améliorer dans l'appui à la plateforme, la facilitation de la cohésion entre les membres, l'organisation de la discussion et de l'apprentissage et qu'ils constituent un vecteur pour la génération et la diffusion organisées de la connaissance. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le FEM financent dans ce sens un projet pour le NEPAD et les CER. Ce projet a été lancé en octobre 2010. Il constitue un point d'appui important pour le réseau TerrAfrica et il est complété par le Fonds levier multi donateurs de TerrAfrica (TLF) qui est géré par la Banque Mondiale au nom du partenariat.

Les investissements financiers dans la GDT doivent être continuellement encouragés au niveau national, régional et international afin que les ressources requises pour la lutte contre la dégradation des sols soient disponibles. Ainsi, des discussions sont en cours pour développer des programmes d'investissement dans la GDT sous le parapluie du GEF, dont un pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Ces opportunités, et d'autres, seront suivies en 2011.

L'année prochaine, les partenaires continueront à unifier et à renforcer les capacités techniques et financières de la communauté croissante de la GDT en Afrique et TerrAfrica continuera à œuvrer pour le développement de la plateforme et l'amélioration de la pérennité et de la productivité des sols dont la majorité des africains dépendent.



1. Le défi de la dégradation des sols et l'Afrique

Presque l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne souffrent à des degrés divers de la dégradation des sols et des problèmes sociaux et écologiques associés. Selon la FAO, partenaire de TerrAfrica, près de 67% des terres du continent africain sont touchées. Cette dégradation est causée par : le surpâturage (50%), de mauvaises pratiques de gestion agricole (24%), le retrait de la végétation (14%) et la surexploitation (13%).

La dégradation des sols est un problème de développement. En Afrique, elle est la cause du déclin de la fertilité et de l'érosion des sols, des pertes d'habitat et d'espèces, de la dégradation des ressources en eau, de la réduction des options de développement économique. Elle affecte les infrastructures dans certaines zones et contribue au changement climatique. Plus de 400 millions de personnes sur les 720 millions qui vivent en Afrique subsaharienne dépendent de la terre pour leur subsistance et leurs revenus. Près de 75% des ruraux pauvres d'Afrique vivent sur des terres marginales. Les ressources hydrauliques sont atteintes, les bassins perdent leur capacité à recharger correctement les nappes aquifères, à maintenir les eaux de surface et à atténuer les effets catastrophiques des événements climatiques.

Bien que des problèmes tels que la croissance démographique et le changement climatique exacerbent et compliquent la dégradation des sols, la cause profonde continue à se trouver dans les décisions humaines liées à la gestion des forêts, de l'eau, des terres agricoles et pastorales, à l'extraction minière et au développement des infrastructures. Celles-ci constituent le principal motif d'inquiétude en matière de dégradation des sols.

Malheureusement, la dégradation des sols a continué à s'étendre en Afrique en 2010. Comme dans le reste du monde, le changement climatique et son corollaire, la dégradation des terres constitue un grand motif de préoccupation. Le changement climatique accélère la perte de terres et de ressources en eau déjà vulnérables et altère significativement les règles du jeu. Cela posera des problèmes écologiques et de développement majeurs aux pays d'Afrique subsaharienne. En 2020, entre 75 millions et 250 millions de personnes en Afrique seront vraisemblablement confrontés à des difficultés d'accès à l'eau. La productivité de l'agriculture pluviale dans certains pays pourrait chuter de 50% si des mesures d'adaptation, principalement liées à l'amélioration des pratiques de gestion des sols ne sont pas prises. Le secteur de l'élevage connaîtra vraisemblablement des difficultés liées à la fois à une hausse des températures et à une productivité amoindrie. Les zones côtières basses seront plus susceptibles d'être inondées en raison de l'élévation du niveau de la mer. Le coût total de l'adaptation au changement climatique pourrait représenter entre 5 et 10% du produit intérieur brut de l'Afrique. La GDT est une méthode d'amélioration de la résilience et d'atténuation dont l'efficacité est prouvée. L'amélioration de la gestion de la terre permet d'accumuler le carbone dans le sol et la biomasse, de favoriser la production, de protéger la diversité génétique et de pérenniser les ressources en eau.

2. La gestion durable des terres et l'Afrique

TerrAfrica donne à la gestion durable des terres la définition suivante : "L'adoption de systèmes d'utilisation de la terre qui, grâce à des pratiques de gestion appropriées, permettent aux utilisateurs de maximiser les avantages économiques et sociaux qu'ils en tirent tout en maintenant, voire en améliorant, les fonctions écologiques des ressources foncières".

La GDT offre des avantages sociaux et écologiques substantiels. Une meilleure gestion des terres entraîne une amélioration de l'eau en qualité et en quantité, réduit les conflits autour des ressources et atténue l'impact des catastrophes naturelles. Elle crée une résilience face aux effets du changement climatique et atténue ceux-ci. La protection de la biodiversité, des écosystèmes stabilisés, une pauvreté réduite, une plus grande sécurité

dans le développement économique à long terme ainsi qu'une santé et une nutrition améliorées en résultent aussi.

Des exemples tels que le mouvement de "reverdissement" du Niger montrent que l'Afrique a les moyens de renverser le processus de dégradation de la terre grâce aux pratiques de GDT. Initialement, un petit groupe d'agriculteurs nigériens a travaillé avec de experts internationaux et locaux pour adopter des pratiques culturelles plus durables, comme la régénération naturelle des arbres. La démarche a été graduellement reproduite puis portée à une plus grande échelle et elle a attiré nombre d'utilisateurs de la ressource, d'entreprises locales et d'organisations gouvernementales et internationales. Chaque partenaire a coopéré dans la réalisation d'interventions innovantes à l'échelle locale soutenues par un changement dans la politique nationale (légalisation de la propriété des arbres) et une assistance technique adéquate. Au bout de vingt-cinq années, ce partenariat a stimulé la régénération de 5 millions d'hectares de terres. La productivité augmente, les disparités entre hommes et femmes se réduisent, la désertification a été stoppée et la biodiversité est en train d'être restaurée là où la dégradation des sols régnait.

Un nombre croissant de pays et d'acteurs africains reconnaissent les bienfaits de la GDT. Beaucoup sont en train d'élaborer des modèles de GDT. D'excellentes initiatives ont été prises et sont en cours de mise en œuvre. Chaque année des pratiques innovantes telles que le "reverdissement" au Niger sont essayées avec succès sur le continent. Malheureusement, très peu d'entre elles sont portées à une plus grande échelle ou reproduites.

Il y a beaucoup de raisons à cela. En Afrique, les avantages sociaux et écologiques de la GDT sont trop souvent trop mal quantifiés et compris bien qu'ils se rattachent à des questions très débattues comme la santé et le bien-être humains, la protection de la biodiversité, la gestion des ressources en eau et le changement climatique. Les opportunités de production et d'accès aux connaissances et aux meilleures pratiques pour éclairer la prise de décisions sont peu nombreuses et sont souvent mal coordonnées.

Dans la plupart des états, les cadres politiques et institutionnels ne sont pas conçus pour prendre en charge les questions liées à la gestion des terres qui sont souvent complexes et transversales. Les institutions sont souvent cloisonnées et les politiques sont fragmentées et faibles. Les cadres d'investissement ne tiennent pas compte des facteurs liés à la GDT. Ainsi, des structures et des organisations essentielles se trouvent dépourvues de personnels, sous-financés et peu motivés pour concevoir, mettre en œuvre et surveiller des politiques et des projets sains. Les modalités de l'accession à la propriété de la terre, de la taxation, de la fixation des prix et du travail de vulgarisation incitent très peu les utilisateurs privés de la ressource et les entreprises transformer et à améliorer leur mode de gestion.

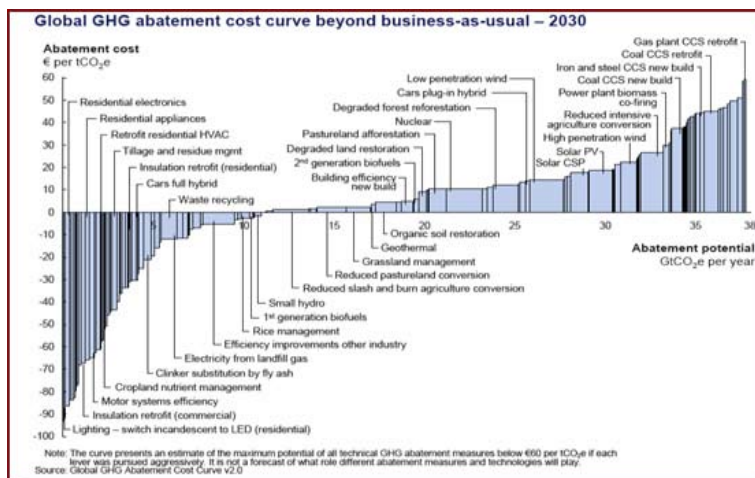
Il résulte de ces problèmes généralisés de connaissance et de coordination que les décideurs et l'opinion publique continuent de sous-estimer la GDT en tant que moyen de protection et opportunité de développement. Le financement de la programmation GDT par les bailleurs, les états et les investisseurs privés a toujours été faible et en retrait en comparaison avec les autres thématiques du développement. Cependant, les acteurs nationaux et internationaux considèrent de plus en plus l'investissement dans l'agriculture, la stabilisation et l'adaptation climatiques, les ressources hydrauliques et forestières comme des priorités. Le concept de GDT est, par conséquent, en train de s'imposer dans de nombreux esprits. La nécessité et la pertinence d'une plateforme de coordination sur les questions liées à la terre n'ont jamais été aussi grandes.

Le changement climatique – Quel rapport avec la Gestion durable des terres ?

La dégradation généralisée des terres fait de l'Afrique l'une des régions du monde les plus vulnérables au changement climatique. En même temps, l'utilisation non durable des terres, notamment la déforestation, représente 64% des émissions des gaz à effet de serre du continent. Partout sur le continent, les taux de déforestation dépassent le reboisement par un ratio de 30 à 1, alors qu'environ 89% de la déforestation est attribuée au défrichage pour l'agriculture ("SLM in Practice", TerrAfrica, 2011).

La GDT devrait constituer le moteur de l'atténuation et de la résilience face au changement climatique à travers l'Afrique rurale. Ainsi que le démontre la GHG abattement cost curve (courbe globale de coût des leviers de réduction des gaz à effet de serre) ci-dessous, beaucoup de technologies liées à la GDT contribuent fondamentalement au traitement des problèmes que pose le changement climatique. La GDT, comme la documentation de TerrAfrica le montre, génère un double dividende. Elle promeut l'atténuation et l'adaptation tout en aidant les utilisateurs de la terre à mieux produire et protéger qu'ils ne le feraient dans le cadre de pratiques concurrentielles.

La conversion à une agriculture moins intensive, la reforestation des forêts dégradées, le boisement des terres pastorales la restauration des terres dégradées, la restauration organique des sols, la gestion des pâturages, le moindre recours à la culture de la terre brûlée, la gestion des nutriments dans les sols agricoles, le labourage et la gestion des résidus sont tous des fonctions centrales de la GDT.



Approche GDT

Planification de l'utilisation des terres

Rapport avec le changement climatique

La GDT intègre la dimension du changement climatique dans tous les aspects de la protection de la terre, de l'eau et de la biodiversité tout en promouvant sur le plan stratégique des secteurs du développement rural comme l'agriculture et la sylviculture. La planification de l'utilisation des terres constitue un point d'entrée pour un mode de prise de décisions relatives aux ressources naturelles qui encourage l'atténuation des effets du changement climatique, l'adaptation et la résilience. Dans ce cadre, l'utilisation appropriée des pâturages, de la forêt et des terres agricoles est décrite et délimitée. La perte de forêts et la conversion de terres productives et protégées en zones d'expansion urbaine se trouve réduite. Les bassins versants importants sont identifiés et protégés.

Agriculture durable

Les outils fondamentaux de la GDT tels que l'agriculture organique et la lutte antiparasitaire intégrée accroissent l'efficacité énergétique et réduisent l'utilisation de produits basés sur le pétrole. L'amélioration de la gestion des pâturages et la pratique des semis sans labourage réduisent le stress sur la couche supérieure des sols et augmentent la capacité de stockage du carbone des sols organiques. Quelques années sans labourage permettent de doubler le stock de carbone. En appliquant les principes et les pratiques de la GDT, les économies rurales évitent une utilisation maximale des ressources et augmentent leurs possibilités en matière de résilience et d'adaptation au changement climatique.

Protection de l'habitat

La GDT favorise la résilience des écosystèmes et permet de préserver la biodiversité, l'eau et la terre tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en assurant le stockage du carbone. La GDT conserve les systèmes forestiers naturels, réduit l'érosion et protège les habitats à forte valeur tels que les zones humides et les ceintures de forêts entre des zones protégées. La GDT améliore fortement l'infiltration et le stockage de l'eau. Elle réduit l'érosion des sols et permet aux écosystèmes de mieux absorber l'impact des catastrophes naturelles.

3. La réponse de TerrAfrica



Le partenariat TerrAfrica a été lancé en novembre 2005 pour accroître l'appui aux démarches et aux investissements en matière de GDT dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. TerrAfrica est née de consultations initiales menées par le NEPAD, le Mécanisme Mondial de la CCD, le Secrétariat de la CCD et la Banque Mondiale. Ces consultations ont eu pour résultat un accord autour de la nécessité d'un changement de modèle pour lever les obstacles à la généralisation et au passage à grande échelle de la GDT. Cette coalition d'acteurs internationaux et basés en Afrique s'efforce de démanteler les obstacles identifiés afin que les aspirations des états africains à bénéficier des bienfaits sociaux et écologiques de la GDT se réalisent. Le partenariat est un vecteur de la mise en œuvre du PDDAA) et du Programme d'action pour l'environnement de l'APCN ainsi que des stratégies liées à la terre contenues dans les conventions de Rio, en particulier la CCD.

La communauté que constitue TerrAfrica est diverse et multidimensionnelle. Elle comporte des pays africains et d'autres pays qui les soutiennent, des organisations régionales et internationales de développement, des organisations de la société civile et des chercheurs qui s'efforcent tous d'institutionnaliser des démarches efficaces et coordonnées de développement de la GDT. Le partenariat construit un corpus de connaissances, coordonne les efforts et mobilise les ressources pour le traitement du problème de la dégradation des terres. Cette démarche innovante engage un grand nombre d'acteurs, notamment des pays d'Afrique subsaharienne, des organisations internationales de développement, la société civile, des chercheurs et des universitaires. TerrAfrica compte parmi ses membres le NEPAD, les structures régionales et sous régionales de la FAO, du PNUE, et du PNUD, le FIDA l'UNCCD, la Commission européenne, des bailleurs bilatéraux, des organisations de la société civile et des organisations scientifiques. Plus de vingt pays d'Afrique subsaharienne font aujourd'hui dans le Programme d'action TerrAfrica.

TerrAfrica aide à mobiliser et à aligner les investissements destinés à porter la GDT à une échelle plus grande. Ces montants s'élèvent aujourd'hui bien au-delà de 1,25 milliards de dollars US. Les partenaires reconnaissent l'importance d'un déploiement du financement conformément à la Déclaration de Paris pour accroître l'impact, améliorer l'efficacité et réduire les coûts de transaction pour les pays et leurs partenaires internationaux. Avec le soutien de nombreux experts, décideurs et acteurs concernés, la plateforme travaille avec plusieurs pays partenaires à améliorer et à aligner leurs cadres nationaux d'investissement afin qu'ils tirent un plus grand avantage de la GDT.

Pour l'acquisition des capacités nécessaires à l'amélioration de la prise de décision en matière de GDT, la plateforme coopère à tous les niveaux recueillir, générer et diffuser les connaissances autour des principes et des meilleures pratiques de GDT. Les partenaires s'efforcent ensemble de renforcer les politiques nationales et régionales en matière de GDT ainsi que les cadres institutionnels, notamment ceux qui sont liés à l'investissement, au développement, aux pratiques commerciales ainsi qu'à l'accès et à l'utilisation durables des ressources. La plateforme encourage une programmation qui fait de la GDT un outil pour l'amélioration du bien-être humain, de la productivité des terres, de la gestion des ressources hydrauliques, de la préservation de la biodiversité et de l'atténuation des causes et de l'impact du changement climatique. La simplicité de son processus de programmation fait de TerrAfrica un modèle innovant pour l'harmonisation entre les donateurs, le travail de développement multidisciplinaire mené par les africains eux-mêmes et la responsabilité mutuelle.

4. Actions des pays partenaires en 2010

Au cours de l'année écoulée, l'ensemble des partenaires dans TerrAfrica ont continué à accomplir des progrès vers la réalisation de pratiques plus durables de gestion des terres. Avec l'aide des états, de l'Université, de la société civile et de nombreux donateurs, tous de mieux en mieux coordonnés grâce à la plateforme TerrAfrica,

les pays ont fait de grands pas vers la création de coalitions, l'élargissement des connaissances et l'augmentation des soutiens financiers aux principes et pratiques de la GDT. A travers les FEM/SIP et d'autres programmes, les partenaires dans TerrAfrica créent des cadres stratégiques d'investissement pour amener des pratiques de développement plus cohérentes fondées sur la GDT. Certains pays sont maintenant très avancés dans l'opérationnalisation de cadres de suivi et d'évaluation qui amélioreront le niveau des connaissances requises pour la prise de décisions éclairées. Beaucoup ont mis en place des comités interministériels qui assurent une meilleure coordination de la réponse aux problèmes rencontrés dans la GDT. Cela améliore significativement l'efficacité et le fonctionnement. Ce travail est maintenant en grande partie intégré dans le processus du PDDAA avec le soutien des communautés économiques régionales. Une photographie rapide des acquis de l'année écoulée est à lire ci-dessous.

- Le **Burkina-Faso** a finalisé sa feuille de route pour la réalisation du processus d'élaboration de son cadre stratégique d'investissement pour la GDT. Il s'est agi de définir la composition et les modalités du fonctionnement du comité interministériel. Le pays met en œuvre un Programme de partenariat pour la GDT financé à hauteur de 5,6 millions de dollars par le FEM et son Programme stratégique d'investissement (PSI), avec des cofinancements additionnels de 60 millions de dollars. Le pays est en train d'élaborer un second FEM/SIP avec le PNUD, portant sur la gestion des terres arides à travers la surveillance mobile des terres pastorales. Avec le PNUD, le FIDA, la Banque Mondiale et la CCD, le pays est en train de réaliser des investissements pour la GDT et la lutte contre la désertification et espère l'élaboration d'un système d'information pour la GDT
Contact: Michel Tankoano mjtankoano@yahoo.fr
- Les **Iles Comores** développent avec le FIDA un FEM/PSI de dimension moyenne pour la planification écologique et la GDT. Des représentants du pays ont participé à des programmes de sous régionaux de formation à la GDT.
- L'Erythrée a lancé sa plateforme de GDT. Le pays est en train de d'élaborer et/ou de mettre en œuvre un programme de GDT de 27 millions de dollars recouvrant une multitude d'activités parmi lesquelles figure un projet pilote de GDT et un programme hydrographique. Ces programmes sont appuyés par le FEM/PSI, le FIDA, l'Etat et d'autres donateurs. Un effort particulier est consacré à l'étude des moyens de mieux utiliser la GDT comme outil d'adaptation, de résilience mais aussi d'information et de mobilisation de ressources.
Contact: Tedros Okubay tedrosoqubay@moa.gov.er
- L'**Ethiopie** a mis en place une plateforme pour la GDT qui est un sous ensemble du Groupe de travail sectoriel du développement de l'économie rurale et de la sécurité alimentaire. Ce groupe de travail qui est un outil organe conjoint du gouvernement éthiopien et du mécanisme de coordination des donateurs est chargé de conseiller le gouvernement éthiopien en matière de politique de croissance agricole, de développement économique rural, de sécurité alimentaire, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, d'atténuation de l'impact du changement climatique et d'adaptation, etc. Il aide également le gouvernement à identifier les programmes et les projets à soutenir en priorité. Le Comité technique GDT appuie la plateforme sur le plan technique grâce à la diversité de sa composition qui englobe le secteur privé, l'Université et la Recherche, les acteurs non étatiques et la société civile. Il aide à traduire les politiques publiques liées aux secteurs évoqués ci-dessus en actions et il assure le suivi de la mise en œuvre des programmes et projets approuvés. De manière générale, le Comité technique apporte une aide technique et managériale pour une mise en œuvre efficace du programme et des projets de GDT financés par les multiples bailleurs et pour l'harmonisation des activités de GDT avec celles qui relèvent de la croissance économique et de la sécurité alimentaire. Des plateformes de la même nature ont été créées au niveau régional pour coordonner et faciliter les efforts des communautés, de l'État, des bailleurs et des organisations de la société civile au niveau sous national.

En 2010, le Cadre stratégique d'investissement de l'Éthiopie a été officiellement lancé. Il décline les grandes orientations des activités de GDT menées dans les nombreux programmes et projets de gestion des terres du pays. Diverses cellules ont été établies sous les auspices de ce cadre, notamment pour prendre en charge le renforcement des capacités et la gestion des connaissances, le foncier et le développement d'un système de suivi et d'évaluation. Le développement d'un système standardisé de suivi et d'évaluation pour le Programme stratégique d'investissement (PSI) de l'Éthiopie est presque achevé et le manuel des bonnes pratiques a été imprimé et publié en 2010. A cela s'ajoute la base de connaissances

en GDT (www.slmethiopia.info.et) en ligne qui est ouverte au public et qui sera lancée officiellement au début de l'année 2011. La mise en œuvre coordonnée des activités de GDT a débuté dans 35 bassins versants avec l'appui de la banque Mondiale et du FEM dans l'objectif de passer à 57 d'ici à la fin du mois de mai 2011 avec l'appui du German Kreditanstalt fuer Wiederaufbau (Banque allemande de crédit pour le développement international), de l'Agence allemande pour le développement international (GIZ), de la Commission européenne, du gouvernement de la Finlande et de nombreux autres bailleurs. Les institutions des Nations Unies comme le PNUD, la FAO et d'autres organisations à but non lucratif fournissent aussi leur appui.

Contact: Daniel Danano, danieldanano@ethionet.et

- **La Gambie** dispose d'un programme FEM/SIP approuvé de 4,4 millions de dollars US auquel s'ajoutent 14 millions de dollars de cofinancements. La Banque Africaine de Développement et le FIDA vont appuyer ce projet.
- **Le Ghana** travaille avec le NEPAD à l'organisation de son programme GDT interministériel en rapport avec le processus du PDAAA. Le pays a achevé l'élaboration de sa Stratégie de gestion durable des terres agricoles qui est assorti d'un Plan d'action. Il a évalué sa situation en matière de dégradation des terres et développé une carte nationale des risques de désertification et un Système d'information géographique. Le Cadre stratégique d'investissement pour la GDT sera finalisé au début de l'année 2011. Le Ghana a aussi élaboré un manuel des technologies de GDT avérées dans toutes ses zones écologiques qui sera utilisé par les services de vulgarisation et les agriculteurs. Une subvention de 8,15 millions de dollars US a été approuvée par le FEM afin de permettre au Ghana de mettre en œuvre le Projet de gestion durable des terres et de l'eau en février 2011. Les membres du Comité national pour la gestion durable des terres participeront aux visites d'études du Paiement pour les services environnementaux (PSE) au Costa Rica et au Brésil en août 2011 avec l'appui des projets PES en cours dans ces pays.
Contact: Isaac Acquah, iacquah@epaghana.org ; icacquah@hotmail.com
- **Le Kenya** continue à faire des progrès réels avec l'appui du NEPAD, de la Banque Mondiale et de nombreux autres partenaires dans la plateforme. Dans le cadre de la Cellule de coordination de du secteur agricole (ASCU), l'un des six groupes de travail thématiques mis en place est le Groupe de travail thématique sur l'environnement et la gestion durable des terres et des ressources naturelles (ESLNRM). Ce groupe est composé de représentants du gouvernement, des organisations de la société civile, du secteur privé et des universités. Il a contribué à l'élaboration de la Stratégie de développement du secteur agricole (ASDS) aligné sur le PDDAA. Il a identifié les activités prioritaires en mettant l'accent sur la GDT. Avec l'appui du FEM à travers la Banque Mondiale, le Kenya a finalisé son Projet de productivité agricole/ Gestion durable des terres (KAPP/SLM) et à maintenant débuté les activités sous la houlette conjointe du secrétariat du KAPP et du Ministère de l'environnement et des ressources minérales.
Contact: Agnes Yobterik agnesyobterik@yahoo.com
- **Le Lesotho** bénéficie d'un projet FEM-GDT de 6,3 millions de dollars US qui sera soutenu par le PNUD. Des séminaires de plaidoyer et d'information continuent d'être organisés avec l'appui du NEPAD. Le TLF, le Mécanisme mondial de la CCD et le PNUD aident tous au renforcement des capacités à travers la mise à disposition d'outils de formation et l'organisation d'ateliers.
Contact: Bore Motsamai bore.motsamai@undp.org
- **Madagascar** avance dans la mise en place de son processus d'élaboration d'un cadre d'investissement dans la GDT qui met l'accent sur des bassins hydrographiques individuels. Le développement d'un système de gestion de l'information en matière de GDT est en cours pour compléter le cadre d'investissement pour la GDT. La mise en œuvre du projet Gestion durable et gouvernance locale des terres et paysages du Sud a été retardée en raison de la situation politique. Le projet FEM-SIP Irrigation et gestion des bassins versants a été approuvé par l'Agence d'exécution. Il s'agit d'un investissement de 39 millions de dollars US pour la GDT. Madagascar a été représenté dans un atelier sous régional sur la GDT organisé aux Seychelles.
Contact: Herivololona Ralalarimanana minenv@dts.mg ; foretmin@wanadoo.mg

- **Le Malawi** progresse vers une plus large implantation des pratiques de GDT dans de nombreux secteurs. La GDT est aujourd'hui mise en œuvre dans des programmes liés à l'agriculture, au changement climatique et à la réduction de la pauvreté. Le projet de 42 millions de dollars US pour l'appui au développement de l'agriculture financé par l'IDA, la Norvège et le FEM-SIP continue à démontrer son utilité. Une mission conjointe de la Banque Mondiale et du Royaume de Norvège menée à la fin de l'année 2010 s'est dite impressionnée par l'engagement interministériel autour du Plan d'investissement pour le secteur de l'Agriculture (ASWAP) du Malawi finalisé en septembre 2010. Ce plan inclut l'élaboration de dix-huit indicateurs de performance en matière de GDT, et sa mise en œuvre fait l'objet d'évaluations d'impact. L'équipe interministérielle pour la GDT continue à bénéficier de l'appui du PDAAA dont il alimente le processus avec ses résultats. Cela fait d'ailleurs partie de l'ASWAP. Le PNUE s'efforce avec le Malawi et d'autres pays de mettre en place un Projet FEM de 7,8 millions de dollars US intitulé Equatorial Africa Deposition Network Project. (Réseau dépositaire de la région équatoriale de l'Afrique). Le PNUD et d'autres acteurs appuient les initiatives de GDT dans le Moyen Shire avec un budget de 19,5 millions de dollars US. La Banque Mondiale travaille avec le Malawi sur un projet de Gestion du bassin du Shire dont l'objectif est d'assurer le développement durable dans ce bassin hydrographique en améliorant les conditions de vie de la population par une approche intégrée participative. Le coût de ce projet est estimé à 100 millions de dollars.
Contact: Matthews Manda, email: landcons@malawi.net ou imprestadmin@fidpmw.org
- **Le Mali** a achevé l'élaboration du cadre d'investissement pour la GDT en juillet 2010 à l'occasion d'un séminaire de validation et entamé sa mise en œuvre. Le pays a produit un nouveau cadre de suivi et d'évaluation de la GDT qui est en voie de produire des conclusions intéressantes en 2011. Le Comité national de GDT bénéficie du soutien de la BM, du PNUD, du GTA et du Mécanisme Mondial de la CCD. Il tient régulièrement ses réunions et en partage les rapports avec un grand nombre d'acteurs. A travers TerrAfrica, la GDT est inscrite dans l'agenda du PDAAA pour le Mali. Une analyse coût-bénéfices et une revue des dépenses publiques ont été achevées et seront définitivement publiées en 2011. Leurs résultats provisoires sont cependant déjà appliqués dans la planification des investissements. Le pays s'efforce d'améliorer sa communication sur la base d'une stratégie formelle de communication qui mettra à contribution les organisations de la société civile. Le projet pour la Productivité agricole et pastorale doté de 125 millions de dollars US et appuyé par le FEP/SIP, l'AID, le FIDA, le PNUD et le gouvernement se poursuivra jusqu'en 2012. Le projet innovant GDT et écotourisme a achevé la phase PPG (subvention pour la préparation du projet). Un site internet www.gdtmali.org ou www.gdtmali.net. a été créé pour collecter et diffuser toute l'information concernant les activités menées au Mali. Le Comité national continue à alimenter le site.
Contact: Alamir Sina Toure, email: astoure@hotmail.com
- **La Mauritanie** prépare l'achèvement de son cadre d'investissement pour la GDT avec le concours du Comité national pour la GDT, du FIDA et de la Banque Mondiale. Le projet GDT de 23 millions de dollars portant sur les écosystèmes des oasis de Mauritanie a été approuvé et il est prêt à être lancé. Ce projet bénéficiera d'un financement de 4,2 millions de dollars US du FEM/SIP et sera appuyé par le FIDA. Le pays se prépare à se lancer dans le financement carbone en rapport avec la GDT et pour lequel le renforcement des capacités est en cours avec l'appui technique de la Banque Mondiale. La Mauritanie s'est également engagée dans l'évaluation de ses besoins en capacités qui sera intégrée dans le cadre d'investissement pour la GDT.
Contact: Ahmed Abdel Vettah aabdelfettah@yahoo.com
- **Le Niger** a finalisé son cadre d'investissement pour la GDT. Le texte est prêt à être validé et entériné. Un comité technique fournit son appui et un accord de coopération interministériel a été finalisé avec l'aide du NEPAD pour alimenter le processus du PDDAA. Le pays dispose de plus de 73 millions de dollars US de projets approuvés, dont 10 millions provenant du FEM/SIP. Le FIDA, l'AID et le PNUD fournissent chacun une contribution financière considérable. Ces investissements permettront de traiter tout un ensemble de problèmes, notamment celui de la GDT par les communautés dans le domaine de l'agriculture. Un projet additionnel FEM/SIP est en cours de préparation avec l'appui de la Banque Mondiale concernant un renforcement de capacités ciblé en matière de GDT. La Mauritanie se prépare aussi sur le plan stratégique à faire de la GDT un outil de développement de la résilience au changement climatique dans ses zones fortement vulnérables. Enfin, de nombreux outils didactiques ont été confectionnés pour l'examen des dépenses publiques en matière de GDT, la compréhension des liens qui existent entre la GDT et la lutte contre la pauvreté et l'harmonisation des diverses formes de gestion.
Contact: Hamissiou Garba garba_h283@yahoo.fr

- **Le Nigéria** considère que la GDT est une stratégie de développement essentielle pour la promotion de la croissance et la réduction des menaces. Le Nigéria a élaboré le texte définitif du cadre d'investissement pour la GDT de l'état de Cross River cette démarche sera déployée dans les autres états de la Fédération en 2011. Le cadre d'investissement a été préparé par le gouvernement de l'état de Cross River avec l'appui du Comité technique national pour la GDT. Le projet de texte est prêt à être validé et entériné. Un accord de coopération interministériel a été conclu avec l'appui de l'Agence du NEPAD pour alimenter le processus du PDAAA. Le pays dispose d'une enveloppe de plus de 500 millions de dollars US pour des projets de GDT approuvés ou en préparation. Sur ce montant, environ 7 millions de dollars proviennent du FEM/SIP dans le cadre du remarquable programme Fadama III. Les activités de GDT prévues dans le cadre de Fadama concernent le renforcement des capacités et l'amélioration de la gestion des connaissances et de l'information et le suivi dans les différents secteurs. Le programme met aussi l'accent sur l'implication des communautés pour une meilleure productivité agricole. Le FIDA et le PNUD fournissent une contribution financière substantielle à travers des projets plus discrets. La Banque Mondiale et le gouvernement ont entamé les préparatifs en vue d'une nouvelle opération intitulée NEWMAP (Projet de gestion de l'érosion et des bassins hydrographiques). Ce projet traitera le problème grave que constituent les ravinements et mettra en place des services hydrographiques dans le sud du Nigéria. Il est financé à hauteur de 457 millions de dollars par le FIDA et le FEM. Le portefeuille d'investissement du Nigéria pour la GDT recouvre un vaste ensemble de problèmes liés les uns aux autres, notamment la GDT par les communautés, l'agriculture, l'érosion, la biodiversité, le changement climatique et les ressources hydrauliques. Le pays s'efforce aussi sur le plan stratégique de s'appuyer sur la GDT pour promouvoir la résilience au changement climatique dans les zones hautement vulnérables. La Banque Mondiale, le PNUD et le gouvernement mènent ensemble une grande opération d'évaluation du changement climatique qui s'intéresse aux émissions de carbone et à l'adaptation dans le but ultime de faire des recommandations en matière de gestion de la terre et de l'eau. Le Comité technique national pour la GDT, la Banque et l'IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques d'alimentation) sont aussi en train de finaliser une revue des coûts, avantages et dépenses publiques en matière de GDT. Ce travail d'analyse permettra d'éclairer la planification des investissements.

Contact: Richard Nzekwu nebonzekwu@gmail.com

- **Le Rwanda** reçoit un soutien financier de la Banque Mondiale pour développer un système d'information en matière de GDT. Ce travail sera achevé en 2011. Le pays participe aussi à deux programmes transfrontaliers qui relèvent du portefeuille du FEM/SIP : le Projet II de la gestion environnementale du Lac Victoria et le Programme de gestion des agro-écosystèmes transfrontières pour le bassin de la rivière Kagera. Avec l'appui de la Banque Mondiale, du TLF, de la FAO et d'autres partenaires, le gouvernement nigérian a initié le processus de définition de la plateforme nationale de GDT et le renforcement de la coordination intersectorielle. La Banque Mondiale fournit également une assistance technique en matière de gestion des terres et du climat, avec l'appui du TLF.

Contact: John Musemakweri John.musemakweri@undp.org

- **Le Sénégal** bénéficie d'une formation régionale en matière d'élaboration de cadres d'investissement nationaux pour la GDT. Un investissement du FEM/SIP de près de 7 millions de dollars US auquel s'ajoutent 46 millions de dollars en cofinancements est en train d'être préparé avec l'aide de la Banque Mondiale. Le pays progresse vers la finalisation de sa plateforme de GDT avec des réunions de travail régulières, le soutien technique de INP, de la Banque Mondiale et du PNUD ainsi que l'appui financier du FEM et du TLF. Le cadre d'investissement pour la GDT du Sénégal est en bonne voie pour un achèvement prévu en 2011.

Contact: Amadou Daouda Dia daouda.dia@psaop.sn ; diadavid@yahoo.fr

- **L'Ouganda** a finalisé son cadre d'investissement pour la GDT, avec l'approbation de 5 Secrétaires généraux de ministères. Il comprend diverses interventions chiffrées portant sur la gestion des terres et de l'eau et sensibles au climat. Une opération relative à la recherche et à la vulgarisation agricoles soutenue par la Banque Mondiale finance un certain nombre d'investissement dans des priorités identifiées dans le cadre national d'investissement pour la GDT qui a aussi servi à la formulation du plan national d'investissement dans l'agriculture relatif au PDDAA. Le Comité national de pilotage se réunit régulièrement et bénéficie de l'appui technique de nombreux partenaires de TerrAfrica. Le pays a tiré le bilan de la GDT en ce qui le concerne à travers le processus du PDDAA. Il est en train de bâtir une coalition autour de la GDT en s'appuyant sur un comité technique interministériel et de développer un programme national de gestion des terres avec l'aide du MM de la CCD, du PNUD, des Comités nationaux de GDT

et de la Banque Mondiale. L'Ouganda a récemment obtenu une subvention de 1,8 millions de dollars US auprès du FEM/SIP à laquelle se sont ajoutés 5,6 millions de dollars US en cofinancements destinés à la généralisation de la GDT au niveau central et au niveau décentralisé pour contrer la dégradation des sols liée à l'élevage. Le pays bénéficie aussi de plusieurs projets transfrontaliers estampillés FEM/SIP. Il a intégré la GDT dans son processus PDDAA et se dote des capacités requises pour évaluer et analyser l'investissement dans la GDT et son impact.



Un projet lié aux technologies agricoles et aux services d'appui soutenu par la Banque Mondiale va financer un certain nombre d'investissements prioritaires identifiés dans le cadre d'investissement national avec une subvention FEM/SIP se chiffrant à 7,2 millions de dollars US. Un cofinancement de 120 millions de dollars US de la Banque Mondiale qui avait aussi servi dans la formulation du plan national d'investissement dans le secteur agricole dans le cadre du PDAAA a aussi été mis à disposition.

Contact: Stephen Muwaya ccdnap@infocom.co.ug; smuwaya@yahoo.com

- **La Tanzanie** a élaboré la feuille de route qui la guidera dans la conception de son cadre d'investissement pour la GDT. Elle prend part à divers programmes régionaux FEM/SIP et développe avec l'appui de la Banque Mondiale un projet national FEM/SIP.
Contact: George Kafumu grkafumu@yahoo.com
- **La Zambie** est en train de produire de nouvelles politiques et stratégies transversales en matière de GDT. Elle réfléchit notamment au renforcement de ses capacités institutionnelles. Des études analytiques sont en cours de finalisation. Elles serviront de base à l'élaboration du cadre d'investissement pour la GDT qui se fera avec l'appui du PNUD et du TLF.

5. Progrès dans les branches d'activité de TerrAfrica en 2010

Les partenaires dans TerrAfrica organisent leurs efforts dans trois branches d'activité

- le Renforcement des coalitions et le plaidoyer pour "consolider l'implication des organisations régionales et sous régionales, accroître l'appropriation et le leadership africains, et favoriser une gouvernance améliorée pour la GDT". Le partenariat y pourvoit en aidant au renforcement de la capacité de l'UA, du NEPAD, des Communautés économiques régionales et des Organisations régionales spécialisées à promouvoir la GDT et à fournir des investissements concrets et des services d'appui à la connaissance à leurs états membres.
- le Renforcement des connaissances sur la GDT pour "informer les décideurs, éclairer les décisions en matière d'investissement, et renforcer le socle analytique requis pour stimuler les soutiens à la GDT au niveau national et régional". Le partenariat consolide la base des connaissances en produisant, en recueillant et en diffusant des informations relatives à la GDT pour combler les lacunes identifiées et informer la prise de décisions. Le partenariat finalise un système commun de suivi et d'évaluation de la GDT qui permettra d'orienter l'investissement et les politiques dans les pays et les régions.
- les Investissements au niveau national pour "stimuler l'expansion de la GDT au niveau national à travers la préparation, la mise en œuvre et le contrôle d'investissements ciblés dans la GDT." Le partenariat promeut "l'investissement au niveau national en s'appuyant à la fois sur le « renforcement des coalitions », et les acquis du « renforcement des connaissances ». La programmation nationale de la GDT recouvre la mise en œuvre FEM/SIP, l'harmonisation des investissements (cadres nationaux d'investissement pour la GDT), les plateformes ou comités nationaux de la GDT et la production, la diffusion des connaissances ainsi que les systèmes de gestion de l'information.

5.1 Renforcement des coalitions et plaidoyer

Le partenariat a réalisé des progrès sensibles dans le renforcement de des coalitions autour de la GDT et le plaidoyer au cours de l'année écoulée. Les principaux cadres régionaux d'action en matière d'agriculture et d'environnement de l'Afrique tels que le PDDAA intègrent aujourd'hui les priorités de la GDT. Il y a plus de partenaires que jamais auparavant qui s'engagent dans la plateforme et en tire des avantages substantiels. TerrAfrica continue de s'élargir et de nouveaux membres comme la CEDEAO, le COMESA et le Togo s'y sont joints. Les états membres coordonnent activement leurs efforts et échangent les connaissances et l'information tout en bâtissant une communauté de bonnes pratiques. La gouvernance et la gestion au quotidien de TerrAfrica progressent grâce au soutien du NEPAD dans les fonctions de secrétariat. Le financement international de la GDT s'améliore avec la croissance que connaissent le TLF et le SIP qui ont atteint le montant de 1,25 milliards de dollars US. Le financement national de la GDT suit la même tendance grâce aux cadres d'investissement pour la GDT et à d'autres processus.

Bref rappel des résultats intermédiaires

- ***les principaux cadres régionaux africains en matière d'agriculture et d'environnement intègrent des actions de GDT***

La coalition s'est consolidée au niveau régional en s'inscrivant dans l'appui à l'UA / NEPAD (PDDAA et AEP) et aux objectifs de la CCD. Les capacités de l'UA, du NEPAD, des CER et des organisations régionales spécialisées à promouvoir la GDT, à opérer des investissements concrets et à fournir des services d'appui à la connaissance aux états membres ont été renforcées. Le lancement en 2010 du projet NEPAD/CER de renforcement des capacités raffermira encore la coalition TerrAfrica et stimulera la mise en œuvre de la GDT. Le lien Changement climatique – GDT est beaucoup mieux perçu dans les cadres régionaux agricoles et environnementaux. L'adhésion des Ministres africains de l'Agriculture au Cadre pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets a constitué un pas en avant significatif.

- ***Deuxième résultat intermédiaire : la participation à la plateforme du partenariat TerrAfrica est forte.***

L'arrivée du Togo en 2010 a porté à vingt le nombre de pays africains qui participent formellement à TerrAfrica. La gestion par le NEPAD du Secrétariat de TerrAfrica requiert maintenant des rapports réguliers et ad hoc ainsi qu'une programmation annuelle conjointe des activités afin de promouvoir la participation. De nombreux outils d'information, notamment des sites internet, des bulletins d'information, des films vidéo et des communiqués de presse portant sur les activités du partenariat et les pratique de GDT au niveau national et régional permettent de tenir les partenaires informés des progrès et des activités de TerrAfrica. Des dizaines de missions ont été menées par des partenaires de TerrAfrica à des fins d'assistance technique. Ainsi, un grand nombre de mission d'appui technique ont été envoyées dans les pays partenaires au cours de l'année 2010. Pendant la récente conférence annuelle, les partenaires ont convenu de coopérer encore plus étroitement dans l'avenir afin d'assurer une meilleure coordination de ces missions. Les activités des Groupes consultatifs spéciaux (SAG) se sont poursuivies avec succès. L'un des meilleurs exemples de ce succès est probablement le maintien par le PNUD de son appui au Groupe consultatif spécial des organisations de la société civile (SAG OSC). *La vision et le plan d'action qui lui a été associé en 2009 sont à présent en cours d'application.*

- ***Troisième résultat intermédiaire : l'expansion du financement de la GDT***

La réalisation de la Stratégie intégrée de financement (SIF) se poursuit avec succès. TerrAfrica a réussi à convaincre les partenaires des avantages de la GDT, améliorant la capacité des environnements favorables créés à attirer des activités, des opportunités d'affaires et d'investissement au niveau régional, sous régional et national. Le PNUD, partenaire de TerrAfrica, a financé plusieurs conférences sur la SIF. Plusieurs pays ont réussi à appliquer le "le Programme phare du pays pour le changement climatique, les terres et l'eau" lancé en 2009. Ce programme est une porte d'accès au Fonds levier multi donateurs de TerrAfrica (TLF) qui met l'accent sur l'intensification de l'adaptation au niveau des pays des investissements pour des interventions au sol en faveur de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique.

5.2 Renforcement des connaissances sur la gestion durable des terres

L'un des nombreux avantages compétitifs de TerrAfrica réside dans la capacité du partenariat à mobiliser et à accéder à certains des plus remarquables principes et pratiques de la GDT sur le continent. Au cours de l'année écoulée, la plateforme a continué à s'appuyer sur sa cohorte d'experts internationaux pour consolider la base de connaissances existante et améliorer graduellement les capacités d'identification et de traitement des problèmes de GDT émergents. Le partenariat a continué le travail jusqu'à présent réussi de production et de diffusion de connaissances. Les collaborations et les échanges ont raffermi les alliances autour de la GDT et ont considérablement rehaussé le niveau de connaissance parmi les partenaires. En outre, le partenariat a fait d'excellents progrès vers la réalisation de l'objectif partagé de développement d'un corpus d'outils de suivi et d'évaluation qui faciliteront la circulation de l'information tout en créant un système plus efficace et efficient de suivi des difficultés et des progrès de la GDT.

- *Des connaissances relatives à la GDT ont été produites et diffusées auprès des partenaires et des acteurs*

La base de connaissances électronique de TerrAfrica continue sa croissance en termes de complexité et taux d'utilisation. Chaque année, un nombre croissant de professionnels de nombreux pays et organisations y accèdent et s'en servent. La base de connaissances en GDT et les règles d'orientation pour le renforcement des politiques de GDT et le financement sont aujourd'hui disponibles. Ce recueil d'informations est utilisé partout en Afrique pour améliorer la prise de décision en matière de GDT. Le Country Support Tool (Outil d'appui aux pays), publié en 2009 continue à être utilisé dans les pays pour bâtir des coalitions autour de la GDT et pour le partage des connaissances et l'amélioration de la programmation des investissements. TerrAfrica a produit le livre "Sustainable Land Management in Practice" (Pratique de la Gestion durable des terres) avec les contributions de nombreux partenaires, l'appui technique et financier de la Banque Mondiale et l'expertise de la FAO et du WOCAT. Cette somme de 240 pages propose des recettes pour des dizaines d'interventions, avec près de cinquante études de cas tirés de l'expérience de l'Afrique subsaharienne. Cet ouvrage fait déjà l'objet d'une forte demande.

Outre ces produits très utiles, d'importants échanges de connaissances entre des programmes de pays, des leaders d'organisations de la société civile, notamment de fédérations d'agriculteurs, d'organisations à base communautaire et d'organisation non-gouvernementales représentant des praticiens de la GDT ou de potentiels praticiens ont été facilités par EcoAgriculture Partners (EcoAg) et d'autres. Par exemple, un atelier de cinq jours a réuni au Kenya la direction du SIP avec les dirigeants de diverses organisations qui se sont lancées dans la GDT en Afrique de l'Est et au delà pour coordonner l'apprentissage et l'action à travers l'Equator Initiative's Community Knowledge Service (CKS) du PNUD, TerrAfrica, Kijabe Environmental Volunteers (KENVO), les Groupes de travail EcoAgriculture et d'autres. KENVO a rédigé le rapport de l'atelier qui est disponible dans la base de connaissances GDT.

La publication de TerrAfrica Climate Brief #4 on Implications of Copenhagen for Climate Change through SLM in Africa, coproduite avec EcoAg a fait avancer le partage des connaissances autour de la GDT. Ce document explique l'impact très positif que la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) de Copenhague en 2010 a eu sur les efforts d'intégration de l'agriculture et de la GDT dans le débat mondial sur le changement climatique. Il est disponible dans la base de connaissances GDT.

- *Des outils de suivi et d'évaluation améliorés ont été élaborés et sont utilisés par les partenaires pour suivre les progrès dans l'intensification de la GDT et son impact.*

Le projet NEPAD-CER d'appui institutionnel pour la GDT a été lancé avec un financement PNUE / FEM dans le cadre du SIP. Les activités de ce projet ont porté sur la gestion des connaissances et le suivi et évaluation. Il est prévu de les intensifier fortement en 2011 afin que des services tangibles soient fournis aux équipes de projet et aux équipes de pays partout sur le continent. Les partenaires attendant du NEPAD qu'il se dote du personnel adéquat à cet effet. Comme cela a été indiqué ci-dessus, plusieurs pays sont en train de finaliser leur base de connaissances GDT. L'Éthiopie est particulièrement avancée dans ce travail. (voir www.slmethiopia.info.et).

5.3 L'investissement au niveau national

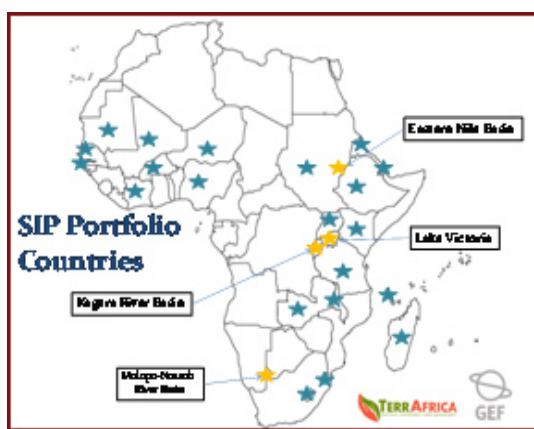
TerrAfrica continue d'être un leader mondial dans l'amélioration des niveaux d'investissement dans la GDT au niveau des pays. La capacité de la plateforme à attirer et à mettre en œuvre des investissements internation

aux substantiels dans le domaine des interventions de GDT a été à nouveau démontrée au cours de l'année écoulée. Le partenariat a été un modèle pour la Déclaration de Paris relative à l'harmonisation des donateurs. La presque totalité du portefeuille de SIP I est passée aujourd'hui de la phase de conception à la mise en œuvre. Le travail a également bien avancé concernant les fonds nouveaux provenant de l'AID, du FEM et d'autres sources de financement. Pour contribuer à asseoir la pérennité financière des investissements dans la GDT, TerrAfrica a continué à consacrer beaucoup d'efforts à fournir aux organisations régionales et aux pays individuels l'assistance technique requise pour trouver des opportunités de financement locales de la GDT.

Les cadres nationaux d'investissement pour la GDT appuyés par TerrAfrica ont progressé et arrivent aujourd'hui à produire des résultats encourageants. Sept pays ont finalisé leur cadre d'investissement pour la GDT et de nombreux autres sont très avancés sur cette voie. Cela montre que le partenariat est capable de constituer un atout pour les pays qui sont soucieux de résoudre de manière stratégique les problèmes de la GDT en améliorant leur cadre d'investissement. Le type de travail qui a été fait sur les investissements au niveau national a démontré sa souplesse et tient de plus en plus compte de la dimension changement climatique et des risques associés. Aujourd'hui, la plateforme TerrAfrica intègre pleinement la GDT et le changement climatique.

- **Intensification de la GDT dans des zones prioritaires dans les pays**

Le FEM-SIP a jusqu'à présent mobilisé 1,25 milliards de dollars US. Le SIP appuie trente sept opérations dans vingt-sept pays africains, plusieurs organisations régionales et d'innombrables communautés locales pour intensifier le travail portant sur les priorités de la GDT. La plupart des projets arrivent à maturité. Seuls trois projets restent en phase de préparation. Il est trop tôt pour rapporter des résultats sur le terrain et des difficultés demeurent en ce qui concerne l'analyse du portefeuille. Les rapports et l'analyse se feront avec l'apport du NEPAD dont les capacités s'améliorent grâce au projet d'appui institutionnel PNUD/FEM. Un portefeuille de seconde génération est en cours d'élaboration. Il inclut notamment une opération majeure concernant l'érosion et l'hydrographie dans le sud-est du Nigéria, avec un financement à grande échelle de la Banque Mondiale. Le Fonds levier de TerrAfrica que gère la Banque vient de lancer un appel interne à propositions. Au cours de l'année 2010, des projets ont été conçus pour assister le Secrétariat de TerrAfrica et la République du Togo dans la mise en œuvre d'activités liées à TerrAfrica.



- **Les pays améliorent les politiques, les institutions et le financement de la GDT**

A travers le processus d'investissement pour la GDT, TerrAfrica facilite la mobilisation de financements considérables et plus prévisibles pour appuyer la réalisation des initiatives de GDT. Beaucoup de pays ont préparé des cadres d'investissement pour la GDT. Ces cadres intègrent une planification multisectorielle, des mécanismes de suivi partagés et des investissements prioritaires. Il en a résulté un surcroît considérable d'investissement pour la GDT au niveau national.

- **Les actions pour la GDT sont intégrées dans les programmes des états et des donateurs.**

Les partenaires au sein de TerrAfrica fournissent une assistance technique, un appui par les pairs, et un fonds de connaissances amélioré pour aider les pays à généraliser la GDT dans les programmes des états et des donateurs. Il s'agit d'aider les donateurs et les destinataires de l'aide à mieux intégrer la GDT dans les programmes et de prêter assistance aux décideurs et aux planificateurs dans les pays et les régions en leur permettant de passer d'approches non durables de la gestion des terres à des pratiques durables. Plus de vingt-six pays ont à présent signé une convention avec le PDDAA dont le Pilier 1 met

l'accent sur des principes et des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau. Dans beaucoup de pays concernés, ce processus a directement conduit à la conception de plans d'investissement du PDDAA. Plus d'une douzaine de donateurs internationaux coordonnent aujourd'hui leurs investissements pour la GDT à travers des partenariats TerrAfrica.

- *Les risques climatiques sont pris en compte dans les décisions relatives à la GDT.*

TerrAfrica a continué à promouvoir l'application

des principes et des pratiques de la GDT pour leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique et pour l'amélioration de la résilience des écosystèmes. Les pays partenaires intègrent la GDT dans leurs stratégies nationales en matière de changement climatique. Beaucoup de partenaires ont achevé des études de cas, développé des plateformes nationales d'information sur le climat et sont en train d'évaluer l'impact du changement climatique sur la terre, l'eau et les ressources biologiques. Les organisations régionales comme le Common Market for East and Southern Africa (COMESA) et la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) intègrent pleinement le changement climatique et la GDT dans leurs politiques. Cela produira des effets significatifs sur les financements et le processus de décision. Grâce aux efforts du Secrétariat de TerrAfrica, des travaux approfondis et utiles portant sur l'intégration de la GDT et du changement climatique sont maintenant largement accessibles sur l'internet ou dans d'autres médias. Des centaines d'exemplaires de l'ouvrage de TerrAfrica "Using Sustainable Land Management Practices to Adapt to and Mitigate Climate Change in Sub-Saharan Africa" (La gestion durable des terres pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique en Afrique subsaharienne), publié à la fin de l'année 2009 ont été distribués et utilisés tout au long de l'année écoulée.

- *Des connaissances portant sur la GDT ont été produites et diffusées dans les pays*

Comme indiqué ci-dessus, de nombreux produits de connaissances ont été gracieusement distribués et sont disponibles en ligne grâce à la base de connaissances de TerrAfrica. Nombreux sont les partenaires dans TerrAfrica qui sont en train d'élaborer leur propre base d'information et qui prennent dans ce cadre l'initiative de faire connaître ces produits auprès de divers états, partenaires privés et acteurs de la société civile. Une liste détaillée des produits des connaissances disponibles se trouve dans l'annexe au Rapport Annuel. Il s'agit à présent de traduire l'analyse en action.



6. Défis et perspectives

Des investissements en croissance

Le FEM/SIP et d'autres investissements se poursuivent pendant l'année 2011. Les partenaires au sein de TerrAfrica souhaitent vivement tirer des leçons de cette grande diversité d'investissements pour réaliser d'autres résultats tangibles. Le FEM/SIP mûrit et la Banque Mondiale est en discussion avec les pays et le Secrétariat du FEM en vue de la possible formulation d'un programme global pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, en soutien à l'initiative de la Grande Muraille verte. Le dialogue se poursuit également entre la Banque Mondiale et le programme Energie alternative de l'Afrique de l'Est portant sur des solutions GDT aux problèmes de bois de combustible et d'hydrographie. Les pays partenaires et les organisations régionales ont tous fait des progrès, canalisant des soutiens financiers toujours plus substantiels et stratégiques pour la GDT sur l'ensemble du continent. Cette tendance se poursuivra en 2011 avec le même appui en provenance des nombreux partenaires actuels et futurs.

Consolidation de l'organisation

La conception du financement de la Banque Mondiale pour la gestion du Secrétariat de TerrAfrica par le NEPAD sera achevée au début de l'année 2011. La subvention de 1,5 millions de dollars US du Fonds levier de TerrAfrica sera ajoutée aux 3,8 millions de dollars US du programme FEM/SIP pour accroître les capacités de renforcement des coalitions régionales, de mettre à disposition des outils de gestion des connaissances et de soutien aux cadres nationaux d'investissement pour la GDT de l'APCN. Le NEPAD recrutera aussi du personnel en 2011 pour assurer les progrès dans l'apprentissage mutuel et le plaidoyer. Il poursuivra le développement et la mise en œuvre de cadre de planification pour guider les opérations du partenariat et améliorer l'efficacité et le rendement des actions menées.

Traitement du changement climatique

Les partenaires au sein de TerrAfrica continueront à renforcer l'utilisation des principes et pratiques de la GDT dans le traitement du problème du changement climatique. Les produits de connaissance développés jusqu'à maintenant seront mis à contribution pour des démonstrations simples, sur le terrain, qui permettront d'accroître la résilience parmi les communautés locales et dans les systèmes écologiques contre les effets du changement climatique. En outre, des pratiques GDT comme le reboisement, la gestion améliorée des pâturages, les activités agricoles durables fondées sur les



cadres nationaux d'investissement ainsi que d'autres actions menées par les partenaires de TerrAfrica contribueront largement à atténuer le changement climatique. Le partenariat TerrAfrica envisage de s'impliquer fortement dans les rencontres de Durban à venir. La plateforme insistera davantage sur le lien entre la GDT et le changement climatique et s'emploiera à promouvoir un recours accru à la GDT en tant qu'outil performant dans la lutte contre la menace du changement climatique en Afrique subsaharienne et pour l'amélioration de la sécurité sociale et environnementale.

Créer une communication efficace

La communication demeure une difficulté pour TerrAfrica. Beaucoup de progrès ont été accomplis dans la discrétion, à l'aide de ressources financières et non financières. Plus que jamais, TerrAfrica a servi de point de rencontre pour des actions conjointes autour d'objectifs partagés. Dans le passé, le rôle de TerrAfrica a été minimisé de propos délibéré, la structure étant un vecteur pour l'action et non une source de financement. Malheureusement, cette modestie initiale a fait que les réalisations de TerrAfrica sont très mal connues. Les partenaires souhaitent redresser la situation en 2011 en améliorant la communication et la notoriété de la marque TerrAfrica. Les projets du NEPAD auront un rôle essentiel à jouer à cet égard. Le nouveau financement du Fonds levier de TerrAfrica pour l'APCN sera un élément stratégique dans la construction d'une démarche plus systématique de marketing, de diffusion et d'accessibilité des produits de connaissances. Cet effort servira en grande partie à améliorer la diffusion et l'adhésion aux nombreux produits publiés à travers TerrAfrica au cours des cinq dernières années. Des stratégies de communication permettront d'améliorer la transparence, le dialogue et la coordination entre tous les partenaires pour améliorer les synergies.

Élargir le partenariat

En 2011, TerrAfrica continuera à intensifier ses efforts en vue d'impliquer encore plus les partenaires actuels et d'élargir la plateforme à d'autres partenaires. La plateforme s'efforcera de faciliter l'intégration verticale et horizontale entre les différents niveaux de la coalition, de dialoguer avec de nouveaux partenaires essentiels dans la recherche, l'université et les structures de vulgarisation et d'approfondir l'adhésion des Communautés économiques régionales et du secteur privé. Une présence plus large des donateurs ainsi que la généralisation de l'adoption, en particulier à travers le processus du PDDAA des principes et pratiques de la GDT seront recherchées. Grâce à la subvention du TLF NEPAD, et au concours financier du PNUD et de la Banque Mondiale en faveur des OSC à venir en 2011, la participation des partenaires sera consolidée.

Le suivi pour assurer le succès

La finalisation et la mise en œuvre du cadre de Suivi et Evaluation sera une grande avancée en 2011. Le financement a été identifié et les manuels d'essai du Suivi et Evaluation seront achevés et distribués à la fin de l'année 2011. Une fois élaboré, le système commun de Suivi et Evaluation contiendra des indicateurs et des repères que les programmes pays et les équipes de projet pourront utiliser pour mesurer les progrès et les difficultés de la GDT aux niveaux national et régional. Le produit final sera simple, didactique, accessible et organique. Il mettra l'accent sur la quantification de l'impact. Tel qu'il est prévu, ce système permettra au partenaire de suivre aisément les progrès, de mesurer l'impact des investissements et de mieux planifier sur le plan stratégique les futurs investissements, politiques et intervention afin de maximiser l'impact positif de la GDT. Pour une plus grande efficacité et un meilleur fonctionnement, le cadre assurera le lien et la coordination avec d'autres systèmes si nécessaire. Le système sera conçu pour évoluer et s'adapter aux nécessités de la GDT telles qu'elles émergeront et fera clairement apparaître la relation entre les ressources affectées et les résultats obtenus pour éclairer les futurs investissements.

Annex 1: Summary of SIP as of December 2010

Bénéficiaire	Titre	Etat du projet	Institution FEM	Budget total en millions de dollars US
OSC Africaines	Améliorer l'interaction entre politiques et pratiques par le renforcement des capacités de la société civile	Projet finalisé et approuvé	PNUD	4.990
Comores	Planification écologique intégrée et gestion durable des terres dans les écosystèmes côtiers aux Comores dans les trois îles des Grandes Comores, Anjouan et Mohéli	Projet finalisé et approuvé	FIDA	2.872
Djibouti	Harmoniser le soutien : programme national intégrant la collecte des eaux et la GDT	Projet finalisé et approuvé	PNUD	11.595
Erythrée	Bassins versants et gestion de paysage	Projet finalisé et approuvé	FIDA	26.178
	Projet pilote de gestion durable des terres	Projet finalisé et approuvé	PNUD	4.525
Ethiopie	Programme pays pour la GDT	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	29.000
	Projet de gestion intégrée des ressources naturelles à base communautaire des bassins versants du Lac Tana	Projet finalisé et approuvé	FIDA	25.424
Gambie	Gestion participative intégrée des bassins versants (PIWAMP)	Projet finalisé et approuvé	BAD / FIDA	18.982
Ghana	GDT au Ghana	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	143.450
Kenya	Utiliser les Centres de formation agricole pour vaincre la dégradation des terres dans les zones agropastorales du Kenya	Projet finalisé et approuvé	PNUD	8.719
Lesotho	Renforcement des capacités et gestion des connaissances pour la gestion durable des terres au Lesotho	Projet finalisé et approuvé	PNUD	6.485
Madagascar	Irrigation et gestion des bassins versants	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	39.889
	Améliorer la gestion des terres et la gouvernance dans le sud de Madagascar	Projet finalisé et approuvé	PNUD	5.924
Malawi	Projet d'appui au programme de développement de l'agriculture	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	53.900
	Partenariat public-privé pour le renforcement des capacités pour la GDT dans le bassin de la rivière Shire	Projet finalisé et approuvé	PNUD	6.999
Mali	Gestion des terres pour des services écologiques aux agriculteurs et pasteurs	Projet finalisé et approuvé	PNUD / Banque Mondiale	153.300
Mauritanie	Protection participative de l'environnement et réduction de la pauvreté dans les écosystèmes des oasis en Mauritanie	Projet finalisé et approuvé	FIDA	20.081
NEPAD CER	Appui institutionnel au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les Communautés économiques régionales (CER) pour la GDT	Projet finalisé et approuvé	PNUD	8.063

Bénéficiaire	Titre	Etat du projet	Intitution FEM	Budget total en millions de dollars US
Niger	PAC-II / GDT locale pour l'environnement et la sécurité alimentaire	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	45.300
	Initiative de réhabilitation agricole et rurale et de développement (ARRDI)	Projet finalisé et approuvé	FIDA	16.228
	Lutte contre l'invasion de sable dans l'oasis Micro-bassin dans les régions de Goure et Maine (PLECO)	Projet finalisé et approuvé	PNUD	12.095
Nigéria	Fadama III / Renforcement des connaissances, pratiques et coordination de la GDT	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	105.900
Régional ¹	Projet du réseau dépositaire de la région équatoriale de l'Afrique (EADN)	Projet finalisé et approuvé	PNUD	8.137
Régional ²	Projet de gestion du bassin versant de l'Est du Nil en appui à la mise en œuvre de l'ENSAP	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	48.500
Régional ³	Projet de Suivi des avantages carbone, environnementaux et socioéconomiques du Fonds BioCarbone en Afrique subsaharienne	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	13.783
Régional ⁴	Stimulation des initiatives communautaires en GDT	Projet finalisé et approuvé	PNUD	2.219
Régional ⁵	Projet II de la gestion environnementale du Lac Victoria	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	166.650
Régional ⁶	Programme de gestion des bassins versants de l'Est du Nil	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	48.500
Régional ⁷	Programme de gestion des agro-écosystèmes transfrontaliers pour le bassin de la rivière Kagera TAMP	Projet finalisé et approuvé	UNEP/FAO	31.337
Sénégal	Gestion intégrée des écosystèmes dans quatre paysages représentatifs du Sénégal, Phase 2	Projet finalisé et approuvé	PNUD	11.429
	Services agricoles et organisations de producteurs II (PSAOP II) / Gestion durable des terres	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	52.000
	Innovations en micro-irrigation pour les agriculteurs des terres arides	Projet finalisé et approuvé	PNUD	1.957
Sudan	Gestion durable des terres au Soudan pour la sécurité des moyens de subsistance dans l'Est	Projet finalisé et approuvé	PNUD	5.300
Swaziland	Projet d'irrigation pour les petits exploitants de la Basse Usuthu	Projet finalisé et approuvé	FIDA	10.743
Tanzanie	Réduction de la dégradation des terres sur les hauts plateaux du Kilimandjaro	Projet finalisé et approuvé	PNUD	7.602
Ouganda	Approche sectorielle	Projet finalisé et approuvé	Banque Mondiale	125.100
	Intégration des processus de GDT au niveau du district et au niveau central pour surmonter la dégradation des terres dans le corridor du bétail de l'Ouganda	Projet finalisé et approuvé	PNUD	7.495

1 Burundi, Cote d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigéria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda

2 Egypte, Ethiopie, Soudan

3 Niger, Madagascar






4 Maroc, Afrique du Sud, Ghana, Ouganda

5 Kenya, Ouganda, Tanzanie

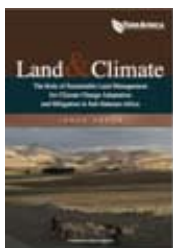
6 Ethiopie, Soudan, Egypte

7 Burundi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda

Annexe 2: Produits de connaissances disponibles dès décembre 2010

Instrument de soutien aux pays	
	<p>Aide aux pays pour la création de plateformes d'investissement multisectorielles pour la GDT. Il comprend des éléments sur l'élaboration des cadres d'investissements pour la GDT chiffrés et des interventions sur le climat dans le cadre des processus de définition des priorités nationales en matière d'investissement pour le PDDAA et le NRM. Promeut également des idées sur l'institutionnalisation du travail de coordination multi-sectorielle en matière d'information et d'investissement comme, par exemple, le Suivi et Evaluation partagé par différents programmes. Plus de dix pays ont préparé ou préparent des cadres d'investissement multisectoriels chiffrés pour la GDT. Ces cadres sont souvent élaborés avec un financement de la BM/IDA, du PNUD ou du FIDA..</p> <p>Dirigé par la FAO</p> <p>Disponible en anglais et en français</p> <p>http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/Country%20Support%20Tool%201.0.pdf</p> <p>http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/Instrument%20de%20Soutien%20aux%20Pays%201.0.pdf</p>
Base de connaissances GDT	
	<p>Collection en ligne consultable gratuitement d'analyses et d'instruments relatives à la GDT en Afrique. Présente notamment une page sur le changement climatique, des pages pays et une collection de l'ensemble des produits régionaux de connaissances directement financés par TerrAfrica.</p> <p>Dirigé par la FAO et tenu par le NEPAD</p> <p>http://knowledgebase.terrafrica.org/</p>
Guide de ressources pour l'utilisation des pratiques de la GDT pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter en Afrique subsaharienne (2009)	
	<p>Directives relatives à l'utilisation des pratiques de la GDT pour des résultats rapides et probants. Reprend les meilleures pratiques en Afrique subsaharienne sous l'angle du climat.</p> <p>Dirigé par la FAO</p> <p>Disponible en anglais:</p> <p>http://knowledgebase.terrafrica.org/ter-documents/ter-view-doc/0/?uid=44977</p>
Politiques et financement pour la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne (2009)	
	<p>Ce guide souligne des éléments importants dans le domaine des politiques qui sont susceptibles d'encourager une plus grande adhésion à la GDT, par exemple la planification de l'utilisation des terres, la propriété foncière, l'accès aux marchés et le commerce. Il analyse des expériences et des leçons apprises dans les pays africains et ailleurs. En outre, il présente des mesures pratiques et des opportunités de financement qui sont susceptibles d'aider les équipes de pays de mobiliser des ressources financières nationales ou internationales et d'en faire le meilleur usage pour leurs priorités en matière de GDT.</p> <p>Dirigé par la FAO et le Mécanisme Mondial de l'UNCCD</p> <p>Disponible en anglais: http://www.caadp.net/pdf/Policy%20and%20Financing%20for%20SLM%20in%20Sub-Saharan%20Africa%201.0.pdf</p>
Centre de ressources sur les mesures de paysages	
	<p>Collection d'outils fondés sur l'idée selon laquelle les mesures permettent de réaliser des résultats positifs multiples dans les domaines de l'alimentation et de la sécurité climatique, de la biodiversité et du niveau de vie grâce à une gestion améliorée des paysages.</p> <p>Processus: Évaluation des performances des paysages</p> <p>Pratique: Etudes de cas, articles, directives, power points, film vidéos, weblinks, tableaux de calculs et autres ressources permettant de mesurer les performances des paysages</p> <p>Dirigé et tenu par EcoAgriculture Partners</p> <p>www.landscapemeasures.org</p>

Le rôle de la gestion durable des terres dans l'adaptation au changement climatique et l'adaptation à ses effets en Afrique subsaharienne (2009)

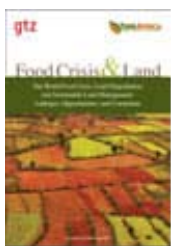


Ce document souligne les grandes nouvelles opportunités qui sont susceptibles d'aider à l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs, pasteurs et autres utilisateurs des ressources en Afrique, tout en atténuant les émissions de gaz à effet de serre, en réduisant la dégradation des terres et en traitant d'autres problèmes environnementaux dans le contexte des négociations en cours pour l'élaboration d'un cadre post-Kyoto relative au changement climatique et des efforts locaux, nationaux et internationaux de promotion de la GDT et de protection de la biodiversité.

Dirigé par la Banque Mondiale, avec l'ICRAF et l'IFPRI

Disponible en anglais: <http://knowledgebase.terrafrica.org/ter-documents/ter-view-doc/en/?uid=44940>

La crise alimentaire mondiale, la dégradation des terres et la gestion durable des terres : relations, opportunités et contraintes (2009)

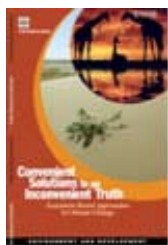


Ce document aide les acteurs nationaux à concevoir ou améliorer les politiques et les programmes d'investissement qui se fondent sur la GDT pour atteindre des résultats positifs en matière de prix des denrées alimentaires, de sécurité alimentaire, de dégradation des terres et de résilience climatique. Il démontre que la dégradation des terres est une cause sous-jacente importante de la hausse des prix des denrées alimentaires, que la GDT peut aider beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne à réduire leur vulnérabilité face à ces hausses et que les opportunités d'intensification des investissements pour la GDT sont plus nombreuses du fait précisément de la hausse des prix des denrées alimentaires.. Bien que les politiques nationales soient importantes dans le traitement de problèmes transversaux tels que le changement climatique, la dégradation des terres ou la sécurité alimentaire, une démarche régionale sera plus susceptible de peser positivement sur la résolution de ces problèmes.

Dirigé par la Banque Mondiale, avec le GTZ et le BMZ

Disponible en anglais: <http://knowledgebase.terrafrica.org/ter-documents/ter-view-doc/en/?uid=44949>

Convenient Solutions to an Inconvenient Truth (2010)



Cet ouvrage offre des arguments imparables en faveur des approches de l'adaptation et de l'atténuation basées sur les écosystèmes comme piliers des stratégies nationales de prise en charge du changement climatique. Ces stratégies permettent d'accéder à des solutions efficaces, prouvées et durables qui alimentent et complètent d'autres stratégies nationales et régionales d'adaptation.

Dirigé par la Banque Mondiale

Disponible en anglais et en français: http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2009/11/25/000334955_20091125041105/Rendered/PDF/518380PUB0Clim101Official0Use0Only1.pdf
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/06/10/000333037_20100610024914/Rendered/PDF/518380FRENCH0B1BLIC100000625257FRfr.pdf

TerrAfrica Youtube Channel



- Petits films documentaires sur la GDT et le changement climatique en Afrique subsaharienne

Développé par la Banque Mondiale (Land and Climate ESW)

- Petit film documentaire sur la GDT en Afrique subsaharienne

Produit sous l'égide du NEPAD, ce film de six minutes évoque les problèmes de la dégradation et de la mauvaise gestion des terres. Elle illustre l'impact sur la sécurité alimentaire, la productivité dans l'agriculture et les conditions de vie des ménages en Afrique subsaharienne. Le film affirme la gestion durable des terres est essentielle pour assurer que de la terre permette d'accéder à la richesse et à de bonnes conditions de vie. Il explique aussi la manière dont les partenaires au sein de TerrAfrica s'efforcent ensemble de lutter contre la dégradation des terres et les problèmes de gestion.

Développé par le NEPAD/CAADP

<http://www.youtube.com/user/TerrAfrica>

Annexe 3 : Membres du Comité exécutif de TerrAfrica et partenaires

Pays et organisations membres du Comité exécutif de TerrAfrica en 2010	
Pays subsahariens (rotation)	
Ethiopie Ghana Niger Ouganda	
Organisations de la société civile (rotation)	
Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), Burkina Faso Suswatch/Kenya Organization for Environmental Education, Kenya	
Regional and International Organizations	
Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (Agence du NEPAD)	
Banque Africaine de Développement	
Commission européenne	
France	
FAO	
Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (UNCCD)	
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	
Norvège	
Secrétariat de l'UNCCD	
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)	
Banque Mondiale	

Secrétariat TerrAfrica		Secrétariat UNCCD	
NEPAD P.O. Box 1234 Halfway House Midrand 1685, South Africa Tel: +27 11 256 3600 Fax: +27 11 206 3762 www.nepad.org		P.O. Box 260129 D-53153 Bonn, Germany Tel: +49 228 815-2800 Fax: +49 228 815 2898/99 www.unccd.int	
Estherine Fotabong	estherinef@nepad.org	Luc Gnacadja	secretariat@unccd.int
Ousmane Djibo	ousmaned@nepad.org	Boubacar Cisse	B.CISSE@AFDB.ORG
Martin Bwalya	bwalyam@nepad.org		
Rudo E. Makunike	rudom@nepad.org		

Pays africains (membres en exercice du Comité exécutif)			
Pays	Représentant	Institution	Email
Niger	Hamissiou Garba	Ministère de l'Environnement	garba_h283@yahoo.fr
	Azara Sully	Ministère de l'Environnement	asmalam1@yahoo.fr
Ghana	Isaac Acquah	Environmental Protection Agency	iacquah@epaghana.org
Ouganda	Stephen Muwaya	Ministry of Agriculture, Animal Industries and Fisheries	smuwaya@yahoo.com
Ethiopie	Sileshi Getahun	Ministry of Agriculture & Rural Development	getasil_69@yahoo.com

Communautés économiques régionales (CER)		
CER	Représentant	Email
COMESA	Mclay Kanyangarara	mkanyangarara@comesa.int
	Sam Kanyarukiga	skanyarukiga@comesa.int
CEDEAO	Bertrand Zida	obzida@yahoo.fr

Pays donateurs		
Pays	Représentant	Email
Norvège	Jan Erik Studsrod	Jan.Erik.Studsrod@mfa.no
France	Sarah Fayolle	Sarah.FAYOLLE@diplomatie.gouv.fr
Commission européenne	Jozias Blok	Jozias.BLOK@ec.europa.eu
	Thomas Van-Wijngaarden	thomas.van-wijngaarden@ec.europa.eu
Netherlands	Ms. Karin Roelofs	karin.roelofs@minbuza.nl
	Mr. Ron Havinga	ron.havinga@minbuza.nl

Organisations internationales de la société civile		
Partenaire	Représentant	Email
Eco-Agriculture Partners	Sara Scherr	sscherr@ecoagriculture.org

Institutions multilatérales		
Partenaire	Représentant	Email
Banque Africaine de Développement	Hany Shalaby	h.shalaby@afdb.org
FAO	Dominique Lantieri	Dominique.Lantieri@fao.org
Mécanisme Mondial de l'UNCCD	Christian Mersmann	c.mersmann@ifad.org
	Kwame Awere	k.awere@ifad.org
Fonds international pour le développement agricole	Naoufel Telahigue	n.telahigue@ifad.org
	Jesus Quintana	j.quintana@ifad.org
PNUD	Veronica Muthui	veronica.muthui@undp.org
PNUE	Mohamed Sessay	Mohamed.Sessay@unep.org
Banque Mondiale	Paola Agostini	pagostini@worldbank.org
	Taoufiq Bennouna	tbennouna@worldbank.org
	Berengere Prince	bprince@worldbank.org
	Stephen Danyo	sdanyo@worldbank.org

Annexe 4 : Point focaux dans les pays partenaires

TerrAfrica National Communication Point Contact Information				
Pays	Institution chef de file	Point focal	Organisation	Email/Phone
Burkina Faso	PNUD	Michel Tankoano	Ministry of Environment	mjtankoano@yahoo.fr
Comores	FIDA			
Erythré	FIDA	Tedros Okubay	Ministry of Agriculture	tedrosoqubay@moa.gov.er
Ethiopie	Banque Mondiale	Daniel Danano	MoARD	+251.911.120.426 +251.11.511.441 danieldanano@ethionet.et
Gambie	BAD			
Ghana	Banque Mondiale	Isaac Acquah	Environment Protection Agency	+233.21.664697-8 iacquah@epaghana.org ; icacquah@hotmail.com
Kenya	Banque Mondiale	Agnes Yobterik	Ministry of environment	+254. 72.282.3886 agnesyobterik@yahoo.com
Lesotho	PNUD	Bore Motsamai		bore.motsamai@undp.org +266.5885.0604
Madagascar	Banque Mondiale	Herivololona Ralalarimanana	Ministry of Environment, Water and Forests	+261.20. 225.9530 minenv@dts.mg ; foretmin@wanadoo.mg
Mauritanie	FIDA	Ahmed Abdel Vettah	Ministry of Environment	aabdelfettah@yahoo.com
Malawi	Banque Mondiale	Matthews Manda	Ministry of agriculture	+265.1.755. 048 / 1 755 356 / +265 83 29 707 landcons@malawi.net or imprestadmin@fidpmw.org
Mali	Banque Mondiale	Alamir Sina Toure	STP / CIGQE	+223. 66.83.62 17 /20 231074 astoure@hotmail.com
Mozambique	Banque Mondiale	Daniel Sousa	World Bank	258- 21 – 482342 dsousa@worldbank.org
Niger	PNUD	Hamissou Garba		garba_h283@yahoo.fr
Nigeria	Banque Mondiale	Richard Nzekwu	Federal Ministry of Agriculture & Water Resources	+234.9.8707.667 nebonzekwu@gmail.com
Rwanda	Banque Mondiale	John Musemakweri	UNDP	John.musemakweri@undp.org
Sénégal	Banque Mondiale	Amadou Daouda Dia		+221.77.450.6374 daouda.dia@psaop.sn ; diadavid@yahoo.fr
Tanzanie	PNUD	George Kafumu		grkafumu@yahoo.com
Togo		Oyetunde Djiwa	Ministry of Environment	+228 909 35 51 oyedjiwa@hotmail.fr
Ouganda	Banque Mondiale	Stephen Muwaya	MAAIF Uganda	+ .256.752.642.536 smuwaya@yahoo.com
Zambie	BAD			



OUR LAND — OUR WEALTH, OUR FUTURE, IN OUR HANDS



TerrAfrica Secretariat

TerrAfrica Secretariat

New Partnership for Africa's Development (NEPAD)
P.O. Box 1234 Halfway House
Midrand 1685 South Africa
www.nepad.org
Téléphone +27 11 256 3600